



Conseil des AFFAIRES GÉNÉRALES

Mardi 12 décembre, Bruxelles

Présidence: Ministre estonien des affaires étrangères, **Sven Mikser**

La session débutera à 9 h 30.

Le Conseil achèvera la préparation de la **réunion du Conseil européen** des 14 et 15 décembre par l'examen du projet de conclusions. Il fera également le point sur la mise en œuvre des précédentes conclusions du Conseil européen.

Le Conseil devrait approuver une **déclaration commune** des trois institutions sur les **priorités législatives de l'UE** jusqu'à la fin de la législature actuelle, en 2019.

La Commission présentera son **examen annuel de la croissance** 2018, qui marque le lancement du Semestre européen, cycle annuel de la gouvernance économique de l'UE. Cet examen définit les priorités générales de l'UE en matière économique et sociale et donne aux États membres des orientations pour la politique à mener dans les années à venir.

La présidence tiendra une conférence de presse à l'issue de la session (vers 12 h 30).

Réunions en marge du Conseil:

Lundi 11 décembre

17 h 30 Conférence intergouvernementale d'adhésion UE-Monténégro, suivie d'une conférence de presse

19 h 00 Conférence intergouvernementale d'adhésion UE-Serbie, suivie d'une conférence de presse

Mardi 12 décembre

13 h 00 Déjeuner de travail informel avec les pays candidats à l'adhésion (Albanie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Monténégro, Serbie et Turquie)

* * *

[Page web de la session du Conseil](#)

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Préparation du Conseil européen de décembre

Dans la perspective de la réunion du Conseil européen qui se tiendra le 14 décembre, le Conseil examinera un projet de conclusions élaboré par le président du Conseil européen, Donald Tusk, en collaboration avec la présidence estonienne et la Commission.

Le Conseil européen axera ses travaux sur les thèmes suivants:

- **défense:** les 28 chefs d'État ou de gouvernement devraient saluer le lancement de la coopération structurée permanente (CSP) et examiner les progrès accomplis dans d'autres domaines, en particulier en matière de coopération entre l'UE et l'OTAN;
- **questions sociales, éducation et culture:** le Conseil européen adoptera également des conclusions, s'appuyant sur les travaux qui ont eu lieu à Göteborg lors du sommet social et au cours du débat consacré, dans le cadre du programme des dirigeants, à la culture et à l'éducation;
- **relations extérieures:** le Conseil européen examinera ce point en fonction des développements les plus récents;
- **migrations:** dans le cadre du programme des dirigeants, les chefs d'États ou de gouvernement tiendront un débat sur la voie à suivre concernant la politique migratoire, y compris tant la dimension extérieure qu'intérieure.

Un [projet d'ordre du jour annoté](#) a été examiné par le Conseil lors de sa session du 20 novembre 2017.

Mise en œuvre de l'accord "Mieux légiférer"

Le Conseil devrait approuver une déclaration commune ayant fait l'objet d'un accord avec le Parlement européen et la Commission et présentant les priorités législatives de l'UE jusqu'à la fin de la législature actuelle. Les trois institutions devraient la signer en marge du Conseil européen de décembre.

Cette déclaration commune vise à renforcer la coopération entre les institutions de l'UE, l'objectif étant de relever les grands défis à venir. Cet instrument a été mis en place par [l'accord "Mieux légiférer"](#) signé en avril 2016. La première déclaration commune avait fait l'objet d'un accord en décembre 2016 et présentait les priorités législatives de l'UE pour 2017.

Examen annuel de la croissance 2018

La Commission présentera au Conseil son [examen annuel de la croissance pour 2018](#), dans lequel elle expose les priorités économiques et sociales les plus urgentes sur lesquelles l'UE et ses États membres devraient concentrer leur attention dans les mois à venir.

L'adoption de l'examen annuel de la croissance marque le lancement du Semestre européen pour la coordination des politiques économiques et budgétaires.